

Questions orales

sur les emplois. Quand le ministre commencera-t-il à écouter les provinces et les autres institutions canadiennes afin de changer ces politiques mal orientées? Quand?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que le député a écrit cette question avant d'entendre ma réponse à sa deuxième question.

M. Allmand: Je sais ce qu'ont dit les gouvernements provinciaux.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je viens de dire au député ce qu'ont dit les gouvernements provinciaux. Je crois qu'il n'était pas très attentif. Venons-en au fait. Le fait est que le député veut voir baisser les taux d'intérêt. C'est ce que nous voulons aussi.

M. Allmand: Et des emplois.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Le député veut des emplois. Nous créons des emplois au Canada à un rythme très satisfaisant. Ce que je tiens à dire au député, c'est qu'on ne peut pas faire baisser les taux d'intérêt en criant «ciseau». Il n'y a que les forces du marché qui peuvent les faire baisser. Le député propose que nous faisons fi du marché et que nous réduisons artificiellement les taux d'intérêt. Il sait pertinemment que cela nous mènerait tout droit à la politique que prônait le gouvernement dont il faisait partie dans les années 70 et au début des années 80, politique qui s'est soldée par une inflation galopante, des taux d'intérêt de 25 p. 100 en 1981-1982 et un chômage catastrophique. Notre gouvernement ne permettra pas cela.

M. Allmand: Mauvais budget, Mike.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LA LUTTE CONTRE LES ÉMISSIONS CAUSANT LES PLUIES ACIDES

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiak): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Les Canadiens sont préoccupés à la pensée que le premier ministre n'a pu obtenir du président Bush l'engagement ferme de négocier un accord sur les pluies acides. Même si le président a confirmé que son gouvernement présenterait un projet de loi interne visant à réduire les émissions de dioxyde de soufre, les Canadiens n'ont pas eu de détails précis quant à la nature de ce projet de loi. Pourquoi le premier ministre revient-il encore une fois les mains vides? Pourquoi n'a-t-il pu obtenir du prési-

dent l'engagement ferme de lutter contre les pluies acides?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je sais gré au député de désirer la conclusion d'un accord qui plafonne des deux côtés du 49^e parallèle les rejets responsables des pluies acides. En fait, comme le député doit le savoir, nous avons réalisé des progrès tout à fait considérables. Le Congrès américain va être saisi fin mai ou début juin d'un projet de loi qui donne aux législateurs américains le pouvoir d'adopter sur leur territoire des mesures semblables à celles qui ont déjà été prises au Canada. Cela fournira la base d'un accord entre les deux pays. La nécessité de cet accord est reconnue tant par le président américain que par le premier ministre du Canada. La négociation de cet accord va débiter peu de temps après que le Congrès américain aura réglé cette question.

Il s'agit là d'un progrès tout à fait notable, qui va enfin déboucher sur ce que les Canadiens demandaient en vain, jusqu'ici aux États-Unis, c'est-à-dire une action concertée contre les pluies acides. Il s'agit là d'un point important. Je sais que le député et les autres membres de la Chambre ne manqueront pas de s'en féliciter comme moi.

LE PRIX DÉCERNÉ AU PREMIER MINISTRE

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiak): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse aussi au premier ministre suppléant. Le premier ministre a reçu à Washington un prix d'un groupe dont le président est à la tête de la *USX Corporation*, société qui n'est pas d'avis que les pluies acides soient un problème contre lequel il faut lutter davantage. Une déclaration de principe de cette société dit, et je cite:

La nécessité de luttés contre les pluies acides reste à prouver.

Le premier ministre adjoint ne reconnaît-il pas qu'en acceptant ce prix, le premier ministre a porté atteinte à la bonne foi du Canada qui réclame un accord canado-américain sur les pluies acides? Le premier ministre n'a-t-il pas implicitement accepté les vues de cette société américaine décrite comme étant l'un des pires pollueurs du pays?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Bien sûr que non, monsieur le Président. Il est lamentable que les députés d'en face, pour des motifs purement partisans, dénigrent un honneur rendu non seulement au premier ministre, mais à l'ensemble du Canada. . .

M. Simon de Jong (Regina—Qu'Appelle): Par cette société? Franchement.